

Résolution présentée par la délégation de la République du Zimbabwe

Thème	Conflits et Sécurité internationale
Concerne	In Afro we trust
L'Assemblée Générale,	
Préoccupée	par la dépendance monétaire persistante de la majorité des pays africains vis-à-vis du dollar américain et du Franc CFA, monnaie de singe dissimulant la mainmise de l'euro
Consciente	de la nécessité de renforcer l'indépendance économique et réduire la dépendance aux banques américaines et européennes
Soulignant	que l'exploitation des ressources naturelles africaines, comme les métaux rares pourraient être efficaces pour dynamiser l'économie africaine
Indignée	par l'incapacité de certains pays du continent, comme le Soudan du Sud, à exploiter leurs propres richesses naturelles, et se les faire extorquer par d'autres puissances mondiales, tel que les Etats-Unis, la Chine, la France, et la Suisse avec l'entreprise Glencore, tirant profit des mines d'Afrique centrale et australe
S'inspirant	par exemple de l'Union Européenne, qui a surmonté ses différences pour instaurer une monnaie commune garantissant son indépendance économique
Rappelant	l'héritage culturel laissé par des anciens dirigeants africains, tels que Kadhafi et Thomas Sankara, visant l'indépendance économique et l'unité politique et monétaire du continent africain
Décide	de favoriser la création d'une Banque Centrale Africaine (BCA) chargée de concevoir et d'émettre une monnaie commune, l'« Afro », adossée à un panier de ressources naturelles africaines pour en garantir la stabilité, avec le soutien technique du Programme des Nations Unies (PNUD) afin d'assurer la viabilité économique et institutionnelle du projet ; - que l'Afro soutienne prioritairement le financement des infrastructures régionales et le développement du commerce intra-africain, avec la coopération de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour encadrer les échanges et promouvoir une croissance durable ; - d'inviter les Etats-Unis et l'Europe à établir une coopération économique équitable avec la BCA, selon laquelle, en contrepartie d'un accès régulé aux marchés africains, les Etats-Unis pourront investir dans les infrastructures, la transition énergétique et l'éducation, dans un esprit de partenariat juste et respectueux de la souveraineté africaine.

Le texte français fait foi.